

pas la voir se perpétuer. Trop de faits semblables se sont déjà produits. On a lancé ces grandes compagnies sous les yeux du public, on lui en a cité d'autres qui payaient des dividendes considérables et, par ces procédés, on l'a induit à acheter leurs actions. Je ne crois pas au gouvernement paternel sous une forme ou sous une autre, mais certains abus ne doivent pas être tolérés, et nous avons le droit, dans certains cas, d'intervenir pour que l'on n'abuse pas du grand public. Si le Gouvernement a le pouvoir, et s'il y a quelque chose de répréhensible dans l'organisation de cette compagnie, j'espère qu'il interviendra. Il ne faut pas non plus oublier que ce projet, tel qu'il a été conçu et mis de l'avant, offre beaucoup d'avantages pour l'avenir. Il ne peut exister de doute au sujet de ce qu'a dit mon honorable ami de Toronto (M. Bristol); nous trouvons les matières premières indispensables en Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve, dans un faible rayon, et cette compagnie, réduisant, au plus bas chiffre ses frais d'exportation et possédant la meilleure organisation possible, peut diminuer, dans une très grande mesure, le prix de l'acier, dans ce pays, tout en aidant la mère patrie à produire l'acier comme il devrait l'être. Nous savons que la métropole a, ces années dernières, trouvé difficile de concurrencer les Etats-Unis, dans l'industrie de l'acier. Mais il serait oiseux de s'en plaindre. Ceux d'entre nous qui se sont tenus au courant de l'industrie de l'acier, dans tout l'univers, ces dernières années, savent que l'Angleterre a éprouvé beaucoup d'embarras à soutenir la concurrence des Etats-Unis.

M. ARCHAMBAULT: Mon honorable ami veut-il donner à entendre qu'aucune compagnie productrice d'acier aux Etats-Unis, ne pourrait élever ses prix sans que l'"United Steel Corporation" en prit l'initiative?

M. NESBITT: J'entendais dire du fait de la compétition.

M. ARCHAMBAULT: La même règle s'applique-t-elle en sens inverse, c'est-à-dire à la baisse du prix de l'acier?

M. NESBITT: Oui, si la "United States Steel Corporation" baisse ses prix, naturellement, pour lui faire concurrence, les autres sociétés devront en faire autant.

M. ARCHAMBAULT: Mais si la "United States Steel Corporation" décide le contraire, les autres compagnies ne pourront pas réduire leurs prix.

[M. Nesbitt.]

M. NESBITT: En réalité, les autres compagnies sont toutes prêtes à hausser leurs prix si la "United States Steel Corporation" veut bien hausser les siens. J'ai déjà dit que cette compagnie établissait les prix étalons, mais j'ai dit aussi que, à ma connaissance, elle ne les avait jamais augmentés, à moins d'y être forcée par l'augmentation du prix de fabrication.

M. ARCHAMBAULT: Alors c'est bien une "combine".

M. NESBITT: Eh bien, vous pouvez lui donner ce nom, cela a été une "combine" autrefois, c'est-à-dire au début, mais maintenant c'est une grande société.

M. VIEN: Je ne voudrais pas laisser clore le débat sans essayer de détruire l'impression qu'il pourrait créer dans le pays. On se figure que toutes les grandes organisations, que toutes les grandes sociétés sont hostiles à l'intérêt public, et qu'elles ont pour effet de faire augmenter les prix des nécessités de la vie. Les combinaisons commerciales sont absolument nécessaires à notre époque; elles l'étaient pendant la guerre et elles l'ont toujours été dans le monde économique. Si je voulais donner un exemple de la nécessité qu'il y a de défendre sa place au soleil, je n'aurais qu'à citer celui des producteurs de grains de l'Ouest. N'ont-ils pas jugé nécessaire de se coaliser, d'établir une coopération entre eux? Ils l'ont fait et ils ont eu raison de le faire. Le chiffre de leurs affaires s'est élevé l'an dernier à des millions et des centaines de millions de dollars, et n'ont-ils pas eu besoin de demander au Gouvernement de fixer un prix minimum pour leurs produits afin de sauvegarder leurs intérêts futurs? Naturellement, lorsque le prix mondial de cet article nécessaire à la vie, le blé, est monté au prix minimum fixé par le Gouvernement. . .

M. GOULD: Etes-vous sûr qu'ils ont demandé au Gouvernement de fixer un prix minimum?

M. VIEN: C'est ce que j'ai cru comprendre. Je peux me tromper, mais je comprends que les producteurs de grains de l'Ouest voulaient un prix minimum pour leur blé et la création d'une commission des grains.

M. GOULD: L'honorable député me permet-il de le corriger? Nous avons demandé un prix maximum et non un prix minimum. Le minimum est le prix des Etats-Unis.

M. VIEN: J'accepte la correction, si cela en est une; mais certainement quelqu'un a